

Le budget des dépenses

[Traduction]

Le gouvernement reconnaît l'importance d'utiliser ses ressources de manière à répondre de façon productive aux besoins des Canadiens et de continuer à chercher des moyens d'y répondre avec toujours plus d'efficacité et d'efficacités. Les réalisations des cinq dernières années, dont je viens de vous entretenir, montrent que nous avons fait des progrès remarquables en ce qui concerne le contrôle de l'augmentation des dépenses de programmes et la saine gestion de nos ressources. Le gouvernement est bien déterminé à continuer dans cette voie.

Le budget des dépenses principal que je dépose aujourd'hui confirme que nous avons la ferme intention de gérer prudemment tout en nous donnant les moyens de respecter nos priorités: une économie plus forte et plus compétitive; la protection de l'environnement; une société généreuse et humaine; une identité culturelle et nationale plus marquée.

Des voix: Bravo!

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): D'abord, monsieur le Président, je félicite le ministre d'avoir réussi à garder le budget des dépenses secret avant le huis clos. Cependant, je soupçonne que les documents qu'il avait n'étaient pas les mêmes que ceux que nous avons aujourd'hui. Chose certaine, les chiffres sont différents.

Hier, le ministre des Finances (M. Wilson) a essayé, sans ferme conviction, de prouver qu'il avait été victime d'un «abus de confiance». Plus tard, le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) a démontré sans l'ombre d'un doute que l'abus de confiance avait été commis par le gouvernement au détriment de la Chambre et des Canadiens à cause de la façon dont il avait réagi à la fuite du budget.

Je profite de l'occasion pour rappeler à la Chambre que les ministériels ont commis un troisième abus de confiance il y a environ six mois quand ils ont affirmé que le déficit était sous contrôle et qu'il n'y aurait pas lieu de prendre des mesures aussi draconiennes que celles que nous dévoilent ces documents budgétaires. Ils ont promis des garderies. Ils ont promis du développement régional. Ils ont promis de meilleurs programmes sociaux. Au dire du premier ministre (M. Mulroney), tout cela ne coûterait rien. Il avait raison: quand on ne tient pas ses promesses, cela ne coûte rien.

Le gouvernement a induit les Canadiens en erreur. Ces documents budgétaires créent deux sortes de Canada. Le gouvernement ébranle la base d'équité sur laquelle le pays repose et il fait ce qu'aucun autre gouvernement n'essayerait de faire: il règle ses problèmes

financiers au détriment des moins fortunés tout en mettant le cap sur une récession sans précédent.

[Français]

Monsieur le Président, cet exercice est beaucoup plus qu'un exercice comptable. Il s'agit aussi d'une façon de juger les priorités du gouvernement et même de la qualité de vie de notre Canada démocratique.

[Traduction]

Le budget des dépenses nous donne une bonne idée de la sorte de Canada que les conservateurs créeraient. Ils n'ont pas supprimé l'exemption de 100 000\$ sur les gains en capital, mais en même temps ils ont sciemment oublié de larges segments de la société. L'environnement et le développement durable ne sont pas prioritaires: dans ces secteurs, le gouvernement ne dépensera pas plus cette année qu'en 1984.

Il a sabré sauvagement dans d'autres domaines, y compris 27 millions de dollars de moins alloués à la conservation et à la recherche d'autres sources d'énergie.

Et tout cela va mener à quoi? Quelles sont les valeurs du gouvernement? Il annonce la fermeture de 14 bases militaires au Canada, mais il ne souffle pas un mot de la souffrance humaine que ces coupures vont engendrer. Il ne dit pas qu'il va éviscérer plusieurs agglomérations et les abandonner comme autant de villes et de villages morts.

Le gouvernement a réduit de plus de 15 p. 100 l'aide à l'étranger. Il a violé ses engagements envers le tiers monde. Il a raté volontairement une occasion phénoménale de faire le pont entre les riches et les pauvres.

Le gouvernement nous avait promis un nouveau programme de service de garderie, mais voilà qu'il refuse maintenant de faire face à ses obligations envers la famille canadienne. Il a réduit ses engagements de plus de 200 millions par année, et ce chiffre ne fait que grossir. Les enfants canadiens, dont un sur cinq vit dans la pauvreté, vont souffrir énormément de la dureté des ministériels. Les agriculteurs des Prairies comprennent avec effarement que le gouvernement revient sur l'aide consentie au titre de l'assurance-récolte, programme fondamental pour la sécurité de leurs revenus. Les conservateurs ont enlevé plus de 225 millions au transport du grain de l'Ouest, et ce n'est pas par hasard que ces programmes de transport, de développement régional et d'assurance-chômage figurent sur la liste des choses combattues par les Américains dans les négociations de libre-échange, au chapitre de ce qu'ils appellent les subventions injustes. Comme il fallait s'y attendre de la part de ce gouvernement sans courage, il a déjà hissé le drapeau blanc avant même que le combat n'ait commencé.